à Châteaubriant, où un monument financé par souscription est érigé en 1950. À Nantes, elle est organisée par l'association des familles des otages de Nantes et du Mont-Valérien, et comprend une messe et la participation de la municipalité qui est passée à droite en 1947. Il y a bien, dans les années 1950 et 1960, une séparation, une « guerre froide des mémoires ». On peut suivre l'histoire de la commémoration militante de Châteaubriant animée par des orateurs dirigeants du PCF, illustrée par une belle collection d'affiches. À partir de 1961-1962, des ouvertures s'opèrent, notamment avec la participation d'artistes à la cérémonie de Châteaubriant, et on s'achemine vers des commémorations plus apaisées, puis une patrimonialisation (plaques, statues, dénominations). Dès le 20 octobre 1944, la municipalité avait nommé un ancien quai de l'Erdre cours des Cinquante-Otages. Toutefois, des tensions se font jour quand Gilbert Brustlein, qui a rompu depuis 1952 avec le PCF qui avait reconnu sa responsabilité en août 1950 dans *L'Humanité Dimanche*, revendique publiquement son acte au début des années 1980. Les familles nantaises l'acceptent difficilement. Enjeu de mémoire et d'affrontement, les « 50 » otages, instrumentalisés, font désormais partie du récit ou roman national dans lequel ils sont entrés le 22 octobre 1941.

Quelques remarques : le sigle du PNB, parti collaborationniste, signifie Parti national breton et pas « nationaliste » (p. 57) ; la *Wehrmacht*, certes de plus en plus nazifiée, est d'abord l'armée allemande avant d'être « l'armée nazie ». On peut s'interroger sur la « défaite de Mers el-Kébir » (p. 84), défaite pour qui ? Notons qu'aux Archives départementales de Loire-Atlantique, il existe des photographies de la dépouille de Hotz non présentées dans le livre. À l'heure où les extrêmes droites sont à l'offensive en France, en Europe et dans le monde, ce livre d'histoire de D. Guyvarc'h et de L. Le Gac est fort utile car il met à la disposition d'un large lectorat, sous une forme agréable, les acquis de la recherche.

Christian Bougeard

Georges Cadiou, *La presse bretonne dans la collaboration 1940-1944*, Fouesnant, Yoran Embanner, 2022, 223 p.

Comme il l'indique dans son avant-propos, Georges Cadiou revient à ses recherches sur la Seconde Guerre mondiale en ciblant cette fois-ci la ligne politique et idéologique des deux grands quotidiens républicains diffusés en Bretagne depuis la fin du XIX^e^ siècle, le démocrate-chrétien *L'Ouest-Éclair* publié à Rennes et *La Dépêche de Brest*, plutôt radicalisant. La période de l'Occupation transforme totalement la situation puisque ces journaux, pour continuer à paraître, sont placés sous la tutelle de la censure allemande et doivent se positionner par rapport au nouveau régime de Vichy. L'auteur, qui dit avoir dépouillé tous les numéros, un travail de bénédictin, insiste bien sûr sur cette situation particulière d'une presse aux ordres mais il montre

aussi que les prises de position des dirigeants, rédacteurs et journalistes restés dans ces sociétés de presse, sont totalement assumées tout au long de l'Occupation. Il précise que certains responsables, comme Paul Hutin à *L'Ouest-Éclair*, gendre de l'un des fondateurs du journal, ont refusé d'y participer et ont rejoint plus tard la Résistance, tout comme le sénateur-maire de Brest Victor Le Gorgeu, directeur politique de fait de *La Dépêche*, un des Quatre-Vingts ayant refusé de voter les pleins pouvoirs à Pétain. Mais Le Gorgeu, révoqué par Vichy de sa fonction de maire de Brest à la fin 1941, est resté un temps en relation avec son journal, jusqu'à sa prise de contrôle par Yann Fouéré au printemps 1942, un homme se disant régionaliste breton et partisan de Vichy mais en réalité très proche des nationalistes du Parti national breton (PNB).

G. Cadiou présente d'abord les principaux responsables et journalistes des deux quotidiens dans quarante-cinq notices biographiques qui résument leur parcours et leur devenir, y compris quelques rédacteurs écrivant sous pseudonymes, pas toujours identifiés. Les principaux ont droit à leurs portraits photographiques de médiocre qualité car tirés de *Gallica*. L'ouvrage s'organise ensuite en trente-trois chapitres, souvent courts, mélangeant les événements clés de la guerre et les thématiques. Les quatre premiers rappellent brièvement les sensibilités politiques des deux journaux de leur origine à 1940, soulignant à la fois leur antibolchevisme, leur opposition au Front populaire, surtout pour *L'Ouest-Éclair,* leur antinazisme dans les années 1930 – mais les positions du quotidien rennais sont, un temps, favorables à Franco –, leur appui à la non-intervention en Espagne et aux accords de Munich. Mais depuis l'Affaire Dreyfus – l'officier a été condamné par les deux titres –, court, selon G. Cadiou, un fil rouge qui va s'épanouir sous l'Occupation dès l'été 1940 : l'antisémitisme latent, qui semble plus marqué dans *L'Ouest-Éclair*. L'écrivain Roger Vercel y apporte sa pierre dès octobre 1940. Chaque thématique est présentée dans son contexte national et international et l'analyse est appuyée par des extraits d'articles, plus nombreux et éclairants, nous semble-t-il, dans *L'Ouest-Éclair*, sous la férule de Jean des Cognets, aux positions certes plus tranchées que celles de *La Dépêche* en 1940-1941, avant sa prise de contrôle par Yann Fouéré. Dès lors, un article de Roland Santeul, du 1er avril 1942, préconisant « d'éliminer l'ennemi intérieur » est sans ambiguïté : c'est une diatribe raciste qui rend les « deux millions de Juifs » vivant en France – il y en a environ 330 000 en réalité – responsables de la défaite et de tous les malheurs du temps (p. 155-156). L'auteur n'abuse pas des longues citations de presse qui auraient rendu la lecture plus fastidieuse mais la démonstration que cette presse est bien collaboratrice est sans appel.

L'Ouest-Éclair soutient sans vergogne le maréchal Pétain et sa Révolution nationale (lois antisémites, respect du port de l'étoile jaune, politique sportive, charte du travail, lancement de la Légion des volontaires français (LVF), retour de Pierre Laval au pouvoir en 1942, rafles contre les juifs, les « terroristes »). Jusque-là plus dans la retenue mais pas moins antisémite et anticommuniste, *La Dépêche de Brest* repliée à Morlaix n'est pas en reste après l'établissement du contrôle politique de

Yann Fouéré en 1942, avec l'aval de l'occupant. G. Cadiou s'intéresse aux articles de 1944 sur la question bretonne du rédacteur en chef de la *Dépêche*, Joseph Martray qui signe Mauguet-Martin : il y défend des positions régionalistes et condamne clairement à la fois les nationalistes du PNB et le courant ultra de Célestin Lainé (nouveau *Breiz Atao*). Selon l'auteur, il aurait appartenu au mouvement de résistance Défense de la France et rejoint les maquis de la région de Lamballe.

Jusqu'à l'arrêt de leur parution à la fin juillet 1944, c'est-à-dire quelques jours avant la libération de la Bretagne, les deux quotidiens régionaux suivent de très près l'évolution de la guerre adoptant les lunettes de l'Occupant et encensant la *Wehrmacht* et son *Führer* (attitude britannique en 1940, opération Barbarossa en Russie, Pearl Harbor et entrée en guerre des Américains, expansion japonaise en Asie, débarquement des Anglo-Américains en Afrique du Nord, Stalingrad, combats sur le front de l'Est en 1944). G. Cadiou relève que dans leurs éditoriaux ces journalistes défendent l'intégrité de l'empire colonial français menacé selon eux par la France libre et les Britanniques, tout en soutenant les leaders indépendantistes, notamment indiens, qui s'opposent à l'impérialisme anglais quitte à s'allier à l'envahisseur japonais. Foi inébranlable dans la victoire allemande, adhésion sans réserve à « L'Europe nouvelle » nazie, condamnation du « judéo-bolchevisme » et de l'Armée rouge, c'est ce qui ressort de la propagande de cette presse bretonne qui ne se contente pas de publier les communiqués de guerre allemands. La conséquence, dans le cadre de l'épuration de la presse, est la suppression de ces deux titres dès la Libération et leur reprise par des hommes de presse résistants donnant naissance à *Ouest-France* et au *Télégramme de Brest*.

Tout au long de son livre, G. Cadiou ne se prive pas de faire connaître son opinion personnelle sur les questions abordées avec parfois quelques raccourcis historiques. Par exemple, à propos de Mers-El Kébir, il n'évoque que deux solutions proposées à la flotte française, rejoindre les ports anglais ou se saborder, ignorant celle de gagner les Antilles françaises sous contrôle américain, puissance alors non belligérante (p. 59-60) ; évoquant l'amiral Darlan et son exécution à Alger le 24 décembre 1942 par Fernand Bonnier de La Chapelle, il écrit que le 13 décembre 1940, Darlan « remplace Laval comme chef du gouvernement » (p. 179). Ce faisant l'auteur oublie « l'intermède Flandin » qui il est vrai ne dura que deux mois. De même (p. 186), le couple Hélène et Victor Basch n'a pas été arrêté et assassiné le 10 janvier 1944, près de Lyon, directement par le chef de la milice lyonnaise Paul Touvier mais par le chef régional de la milice Joseph Lécussan et ses hommes, ce qui n'exonère nullement Touvier de ses lourdes responsabilités criminelles. Enfin, scoop révélé par l'auteur, le port du Ponant aurait été la première ville de France où des soldats allemands auraient été tués par des résistants, cinq au total au début de 1941[37] : le 1er janvier 1941, cinq hommes du groupe Élie issus d'un patronage

37. Georges Cadiou cite Faligot, Roger, *Brest L'insoumise*, Brest, Éditions Dialogues, 2016.

catholique auraient tué deux soldats allemands, suivis de trois autres abattus par les groupes de l'Organisation spéciale communiste le 10 mars. Avouons que nous n'avons jamais entendu parler de ce premier attentat et que le second, dont nous avions nous-même fait état avec des réserves dans un ouvrage en 1992 sur la foi du témoignage d'un résistant communiste, ne sont que des constructions mémorielles. On voit mal l'Armée et la Marine allemandes ne pas réagir à la disparition de cinq hommes en si peu de temps dans la même ville quand on connaît les réactions allemandes aux attentats de Paris, puis de Nantes et de Bordeaux en octobre 1941 (98 otages fusillés). En outre, Lars Hellwinkel, qui a dépouillé toutes les archives allemandes disponibles, n'a pas trouvé la moindre trace de ces événements[38]. Cette question paraît désormais réglée.

Le dernier livre de G. Cadiou est bien utile car il éclaire, à travers leur ligne éditoriale, l'engagement dans la collaboration des deux principaux quotidiens régionaux bretons qui, en pétainistes actifs, ont participé à la propagande du régime et relayé de bon cœur la propagande nazie. Ce qui ne signifie pas que tous les journalistes et employés de ces journaux étaient d'accord, certains, comme le souligne G. Cadiou, ont pris leurs distances quand d'autres se sont engagés dans la Résistance.

Christian BOUGEARD

Lars HELLWINKEL, *La base allemande de Brest, 1940-1944*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022, 283 p.

Ma première rencontre avec Lars Hellwinkel remonte au colloque *L'épuration économique en France à la Libération* (Presses universitaires de Rennes, 2008) que j'organisais à Rennes au titre du groupe de recherche (GdR) *Les entreprises françaises sous l'Occupation*. Il avait également participé l'année précédente au volume *Travailler dans les entreprises sous l'Occupation* (Presses universitaires de Franche-Comté, 2007), même si, curieusement, ces travaux sont ici absents de la bibliographie. L. Hellwinkel venait alors d'achever sa thèse d'histoire contemporaine en co-tutelle, entre l'université de Kiel (Allemagne) et l'université de Brest (France), et les deux communications précitées avaient d'emblée démontré les grandes potentialités de ce travail important. C'est précisément cette thèse relative à « Brest, base navale de la *Kriegsmarine* (1940-1944) » qui fait l'objet du présent ouvrage sous le titre *La base navale allemande de Brest, 1940-1944*. Précisons d'emblée qu'il s'agit de la traduction, assurée par l'auteur, de la version allemande de sa thèse publiée en 2010.

38. Voir son livre, *La base navale allemande de Brest 1940-1944*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022, publié avec le soutien de la Société d'histoire et d'archéologue de Bretagne.